

La lettre se poursuit ainsi:

Depuis que nous avons protesté, la relance prédite pour le printemps ne s'est pas matérialisée et l'industrie du bâtiment se trouve en face de nouvelles difficultés qui découlent de l'argent serré. Même si, à l'occasion, nos intérêts entrent en conflit avec ceux de nos employeurs, nous partageons naturellement leurs inquiétudes quant à l'avenir de l'industrie du bâtiment dans la région. Nous sympathisons avec eux, car difficultés et faillites seront inévitables tant que des mesures concrètes n'auront pas été prises.

● (4.50 p.m.)

[Français]

Monsieur l'Orateur, il me semble que ces gens ont l'expérience voulue pour appeler l'attention du gouvernement sur les résultats néfastes de l'application d'une politique monétaire restrictive.

Je me demande, à ce stade, comment il se fait qu'un gouvernement comme le nôtre, qu'un ministre des Finances comme le nôtre, puisse trouver les moyens financiers voulus pour prêter à des pays étrangers sans intérêt et, en même temps, avec tout le sérieux du monde, imposer des restrictions de crédit à nos Canadiens, à ceux qui sont prêts et qui veulent développer notre pays et leurs provinces respectives.

En plus de cette lettre de l'association *The Building and Construction Trades Council*, j'ai en main une lettre de l'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec, de Ville Mont-Royal, à l'effet que le président de l'Association provinciale des constructeurs d'habitations appuie le rapport Henry sur l'habitation.

M. Fernand Boissé, de Sherbrooke, président de cet organisme, déclare:

Le rapport rédigé par M. Robert Henry, rédacteur en chef de *Bâtiments*, pour le compte de l'Association des constructeurs d'habitations de Montréal, renferme la somme de tous les problèmes auxquels l'industrie de l'habitation doit faire face dans le Québec.

Monsieur l'Orateur, le président de l'Association des constructeurs d'habitations doit certainement en connaître autant que l'honorable député de Sainte-Anne, qui nous dit qu'il n'y a pas de restriction.

Nous savons que partout, dans nos circonscriptions, la SCHL est assujettie aux restrictions ordonnées par le gouvernement, lesquelles entravent actuellement la construction d'habitations.

Empêche-t-on la construction d'habitations parce qu'on est bien logé dans nos villes ou dans nos campagnes? N'empêche-t-on pas plutôt la construction de ces habitations parce qu'il y a pénurie de fonds, bref, parce qu'il y a pénurie de crédit? Et lorsqu'il y a pénurie de crédit, monsieur l'Orateur, on n'entend aucun ministre se lever et s'en prendre à cette politique monétaire.

J'entendais l'honorable député de Victoria-Carleton (M. Flemming), ancien premier mi-

nistre du Nouveau-Brunswick, nous dire: Si nous ne pouvons pas emprunter des États-Unis, que ferons-nous, qu'allons-nous faire? Les États-Unis sont là pour nous fournir les fonds nécessaires afin de continuer notre construction ou notre développement.

Monsieur l'Orateur, il est une question très importante que les ministres, le gouvernement, voire même chaque député fédéral devrait se poser: comment se fait-il que les États-Unis soient capables de prêter à tous les pays du monde et, qu'en même temps, ils n'empruntent d'aucun pays du monde? Personne ne se pose cette question-là. D'où vient donc le crédit ou les sommes d'argent que les États-Unis peuvent fournir à l'ensemble des pays du monde? Prêts au Vietnam, prêts en Russie, prêts au Canada, prêts partout dans le monde! Et jamais les États-Unis n'empruntent cinq sous ou l'ombre d'un sou de quelque pays que ce soit. Qui fait donc le crédit aux États-Unis? Le crédit pousse-t-il plus dans les arbres aux États-Unis qu'au Canada?

C'est sur ce point, monsieur l'Orateur, que j'insiste. Alors que nous avons au Canada les cerveaux, les intelligences, les bonnes volontés, les matériaux et les possibilités physiques de construire des maisons, de loger notre population convenablement, pourquoi sommes-nous obligés de demander aux États-Unis la permission de construire des habitations domiciliaires ou de procéder au développement de nos richesses naturelles?

Pourquoi ne mettons-nous pas de l'ordre dans notre système financier, au lieu de toujours suggérer à la population de se serrer la ceinture et de placer nos constructeurs au bord de la faillite, avec des restrictions de crédit? Pourquoi sommes-nous toujours obligés d'aller demander la permission aux États-Unis? Qui donc fait le crédit aux États-Unis? De qui prennent-ils leur crédit ou leur argent pour prêter des milliards au Canada?

Les États-Unis se sont-ils inquiétés de savoir s'il manquait des milliards pour développer l'Ungava, dans le Québec? Les États-Unis ont-ils manqué de crédits pour acheter la production d'huile de l'Alberta ou des provinces de l'Ouest? Mais non! Le problème monétaire aux États-Unis est réglé sur les lieux. Pourquoi? Parce que les magnats, ceux qui «contrôlent», demeurent là, et ce sont eux qui commandent et qui ordonnent à des pays comme le nôtre.

Et l'on entend parler de souveraineté du Parlement, de souveraineté du Canada, de l'indépendance du Canada!

Dans le domaine de l'habitation, monsieur l'Orateur, avons-nous besoin de la permission des États-Unis pour construire des petites maisons? Avons-nous besoin de la permission des États-Unis pour démolir les taudis